

# RESOLUTION

(art. 113 al. 1 LOCRP)

**Auteur** UDC, par Damien Raboud (suppl.)  
**Objet** Pavillon suisse pour «l'Aquarius»... Non merci!  
**Date** 13.11.2018  
**Numéro** 7.0097

---

Durant les dernières semaines, nous avons pu voir que certains politiciens, notamment valaisans, ont fait pression sur la Confédération afin que celle-ci octroie le pavillon suisse au navire de l'ONG de «SOS Méditerranée», bien connu sous le nom «d'Aquarius».

Soyons clair, la Suisse a une tradition humanitaire que personne dans ce canton ou pays ne remet en question et dont nous tous, pouvons être fiers. Mais ne nous mentons pas, ni notre pays, ni notre canton, n'ont vocation à soutenir indirectement, ou plutôt directement devrait-on dire même, le trafic d'êtres humains.

Oui, ce navire est un symbole, celui de l'espoir pour des millions de personnes en Afrique d'un eldorado européen, eldorado fantasmé mais malheureusement irréel dans les faits.

Mais bien plus qu'un espoir pour des millions de potentiels migrants économiques, «l'Aquarius» est un puits d'argent sans fond pour les passeurs, la criminalité organisée, l'industrie des otages en Lybie et ailleurs avec bien sûr, en corollaire, tout le lot d'horreurs et d'atrocités qui les accompagnent (Selon la première étude du genre de l'Office des Nations unies, le trafic de migrants a rapporté entre 4,7 et 6 milliards d'euros en 2016. Pour l'anecdote, c'est l'équivalent de ce que l'Union européenne a dépensé la même année dans l'aide humanitaire, selon ce même rapport).

Quant à ce côté-ci de la Méditerranée, c'est sans grand scrupule que certains patrons européens cupides notamment dans le secteur agricole des pays du sud, profitent de la misère humaine, exploitent une partie de ces migrants de façon inhumaine, réinstaurant de fait, une forme d'esclavagisme moderne.

Dans le futur, si nous n'agissons pas avec vigueur et détermination comme a pu le faire l'Italie durant ces derniers mois avec les excellents chiffres que l'on sait, il y a un fort risque que la traite d'êtres humains s'intensifie. L'accroissement important de la population mondiale, de nouveaux conflits potentiels à travers le globe et l'avènement annoncé de réfugiés climatiques constitue, pour le crime organisé, la promesse de nouvelles « sources de profits » inépuisables.

Nous ne pouvons pas accepter que la Suisse devienne complice de ce que l'on peut qualifier d'esclavagisme moderne. Il en va de notre responsabilité envers l'histoire.

J'aimerais ajouter pour conclure, les mots exprimés par la présidente du Conseil d'Etat Madame Esther Waeber-Kalbermatten lorsque celle-ci a essayé de justifier au Nouvelliste le «voyage d'étude» du Gouvernement en Tunisie l'été passé, alors que certains parlementaires n'y voyaient là qu'une «promenade au soleil». Je cite notre ministre: «Si la politique migratoire est bien définie par la Confédération, les cantons participent aux décisions. Je fais partie d'un groupe de travail et il est utile de pouvoir s'exprimer en toute connaissance de cause. La Tunisie a été choisie, parce que dans ce pays des projets pour permettre aux jeunes de rester sur place ont été lancés.» Par souci de cohérence et afin d'aller dans le sens de notre Gouvernement, nous nous devons donc d'agir sur cette question qui fait beaucoup débattre nos concitoyens.

## Conclusion

Par cette résolution au sens de l'article 113 LOCRP, le groupe UDC demande à ce que le Parlement valaisan exprime clairement et expressément sa désapprobation au Conseil fédéral afin que celui-ci n'entre pas en matière quant à l'octroi d'un pavillon suisse à l'Aquarius.